



Paris, le 16 juillet 2020

Impôts de production : CroissancePlus salue l'effort de court terme et demande une ambition à long terme

Suite au discours de politique générale de Jean Castex, Bruno Le Maire est venu préciser la teneur de l'allègement des impôts de production, en s'engageant à supprimer 20 milliards d'euros de taxes en 2 ans sur les 72 milliards existants. Une fois effectuée, la réforme proposée placera les impôts de production à 2,5% du PIB, soit environ 50 milliards d'euros. Pour mémoire, les impôts de production représentent en moyenne 1,6% du PIB des pays de l'OCDE.

Guidés par l'impératif de souveraineté économique et la volonté de relocaliser les activités en France, le Gouvernement acte par cette mesure **la toxicité de ces impôts**, prélevés avant même que l'entreprise ne dégage le moindre euro de bénéfice. Les entrepreneurs de CroissancePlus saluent cet engagement, mais ils insistent sur la nécessité, à terme, de **supprimer l'intégralité de ces taxes en refondant structurellement la fiscalité locale sur les entreprises**.

En taxant les entreprises sans tenir compte de la compétitivité des coûts de production des marges et du bénéfice, le système actuel joue contre le développement territorial en bloquant l'investissement, l'export et les embauches. La réforme proposée est **le premier pas d'une transformation nécessaire** de notre système fiscal qui oppose aujourd'hui l'intérêt financier des collectivités et le bon fonctionnement de l'économie.

Parallèlement, ils rappellent que l'allègement pérenne de la fiscalité ne pourra être garanti que par **une trajectoire de baisse de la dépense publique**, justifiée par une meilleure implication de la société et des entreprises dans la résolution des problèmes sociaux et économiques.

CroissancePlus appelle maintenant le Gouvernement et les exécutifs locaux, et notamment les présidents des Régions, à s'engager de manière constructive dans cette réforme afin de **repenser en profondeur la manière dont l'action publique locale se finance** en supprimant toutes les taxes qui pèsent sur les facteurs de production.

Thibaut Bechetoille, Président de CroissancePlus, déclare : « *La baisse des impôts de production proposée par le Gouvernement est un bon signal ; notre système fiscal doit aligner les intérêts des collectivités locales et des entreprises. Cependant, plus qu'une baisse d'impôts, les entrepreneurs attendent **une refonte complète de la fiscalité locale qui pèse sur les entreprises**. La réforme doit s'ancrer dans **une vision stratégique de long terme** qui permette de traiter en même temps les trois faces du problème : garantir le financement des collectivités, améliorer la compétitivité des entreprises existantes et favoriser l'attractivité territoriale pour les nouveaux projets d'investissement.* »

Contacts presse :

Agence L'ambassade :

Sylvie Poillevé
06 69 46 59 24
sylvie.poillevé@lambassade.agency

Estelle Reine-Adélaïde
06 17 72 74 73
estelle.reine-adelaide@lambassade.agency

Croissance₊plus
Grandir ensemble

Premier réseau français des entrepreneurs de croissance créé en 1997,
CroissancePlus se veut force de propositions et d'influence auprès des pouvoirs
publics et leaders d'opinion pour favoriser la croissance des entreprises
et la création d'emplois en France.

33 boulevard Malesherbes 75008 Paris | Tel : 01 56 88 56 20
contact@croissanceplus.com | www.croissanceplus.com